Maroc – Israël : une normalisation qui ne dit pas son nom ? par Lina Kennouche et Tayeb El Mestari

Cet article paru le 29 janvier 2019 sur le site http://www.tsa-algerie.com/ propose une analyse détaillée des relations entre le Royaume marocain et l'entité sioniste, en revenant sur les fondements historiques de ces liens. « Si depuis 2000, les relations diplomatiques officielles entre Rabat et Tel Aviv sont apparemment rompues, les ambiguïtés des rapports entre les deux capitales ne sont pas levées. Depuis 2011, une série de révélations est venue conforter l'idée que, derrière ces ambiguïtés liées aux impératifs politiques, il existe une relation durable et stable entre la monarchie marocaine et l'état israélien.Si la situation actuelle est celle d'une normalisation discrète et progressive, la société marocaine ne soutient cependant en rien cette dynamique. […] Si cette normalisation discrète et progressive des relations est vivement souhaitée par Israël, la société marocaine, y est, en revanche, farouchement opposée. »

Une délégation de Marocains s'est rendue, le 10 janvier, en Israël dans le cadre d'un colloque sur l'amitié judéo-marocaine. Ce déplacement n'a pas manqué de susciter l'indignation sur les réseaux sociaux et d'alimenter une vive polémique. Cette visite controversée intervient quelques semaines seulement après celle d'une délégation de journalistes et d'enseignants, en novembre dernier, répondant à l'invitation du ministère israélien des Affaires étrangères.

Si depuis 2000, les relations diplomatiques officielles entre Rabat et Tel Aviv sont apparemment rompues, les ambiguïtés des rapports entre les deux capitales ne sont pas levées. Depuis 2011, une série de révélations est venue conforter l'idée que, derrière ces ambiguïtés liées aux impératifs politiques, il existe une relation durable et stable entre la monarchie marocaine et l'État israélien. Elle est assise à la fois sur des intérêts commerciaux, des échanges interculturels, des convergences d'intérêts politiques, et trouve sa raison d'être dans les conditions historiques d'instauration du régime marocain.

Dynamisme commercial

Avec la fermeture du bureau de liaison d'Israël à Rabat, dans le contexte de déclenchement de la seconde *intifada*, les contacts entre les deux pays se sont faits plus discrets sans jamais cessé d'exister. D'un côté, le dynamisme commercial est une réalité, avec un volume d'échanges de « 52,3 millions de dollars sur dix-huit mois » entre 2014 et 2015, selon le Bureau israélien central des statistiques (BCS).

De l'autre, une brèche s'est ouverte ces dernières années dans l'opacité des relations depuis les révélations fracassantes faites par Wikileaks sur les rencontres au sommet, notamment en 2009, entre le ministre des Affaires étrangères israélien, Avigdor Liebermann et son homologue marocain, Taïeb Fassi-Fihri.

Au nombre des scandales politiques entachant la monarchie marocaine, l'enquête publiée en 2015 par le quotidien israélien *Yehrodot Ahronot* met en lumière la coopération active entre les services de renseignements marocain et le Mossad dans l'assassinat de l'opposant historique de la gauche marocaine, Mehdi Ben Barka. Un an plus tard, de nouvelles informations embarrassantes d'un ancien chef des renseignements militaires israéliens, dévoilant le rôle clé de

Hassan II dans la défaite arabe de 1967, a fait l'effet d'une nouvelle bombe dans le royaume chérifien.

Ainsi, si ces relations ont traversé une période de refroidissement, sur le fond en revanche, il a toujours subsisté des éléments de convergences inhérentes aux intérêts propres de chacun des deux États. Cette relation a un ancrage historique fort, né dans un contexte de crise de légitimité d'une monarchie à contre-courant des évolutions régionales.

Ennemis politiques communs

Historiquement, la survie du pouvoir royal a reposé sur la double stratégie de l'affaiblissement du puissant parti nationaliste, l'Istiqlal, et d'édification d'une légitimité indépendantiste auprès du peuple marocain. La France, d'une certaine manière, lui en donnera l'occasion. L'exil, qu'imposent les autorités françaises au roi Mohamed V en 1953, permet de souder les Marocains autour de sa personne et, consolider politiquement la monarchie marocaine face aux autres forces politiques.

L'intronisation du roi à l'indépendance en 1956 ne met pas fin, cependant, à la lutte pour le pouvoir entre le palais et le mouvement nationaliste, qui culmine avec l'assassinat de Mehdi Ben Barka en 1965. Cette situation politique a fragilisé le règne de Mohamed V puis de son fils Hassan II, héritier d'un contexte marqué par des troubles sociaux et politiques.
En proie à une instabilité grave, Hassan II, qui échappe à deux tentatives de coup d'État, en 1971 et en 1972, œuvre avec acharnement à la stabilisation du régime. L'occupation du Sahara occidental en 1975, contestée par l'Algérie, est une opportunité historique pour isoler l'opposition politique radicale qui est férocement réprimée. Cette instabilité politique permanente explique l'importance du rapprochement israélo-marocain.

Combattre l’ennemi intérieur et fragiliser l’ennemi extérieur

Pour mettre son pouvoir à l’abri d’une nouvelle crise interne et guid par une conception politique régionale plus proche d’Israël que des régimes arabes dits progressistes, Hassan II s’est rapproché de Tel Aviv dès 1961, date de la conclusion des accords secrets conclus avec le Mossad. Les services de renseignements israéliens ont, dès lors, répondu avec zèle aux sollicitations du pouvoir marocain, notamment dans l’affaire Ben Barka en 1965.

Ainsi l’impératif de sécurité nationale et la volonté d’affaiblir les régimes nationalistes arabes comme l’Algérie et l’Égypte éclairent la stratégie de Hassan II, qui s’associe à Israël pour combattre l’ennemi intérieur et fragiliser l’ennemi extérieur. À l’initiative d’une diplomatie minimale et discrète, il multiplie les démarches officielles pour la paix à partir de 1985 (date à laquelle il invita Shimon Pérès à se rendre au Maroc). Afin de concrétiser le rapprochement, il sera l’artisan d’une relation directe et originale avec l’établissement, en 1994, d’un siège diplomatique ayant des organes à Rabat et à Tel Aviv.

L’importance des relations entre les Marocains juifs et les Israéliens d’origine marocaine a également participé au renforcement des liens entre les deux pays. Une étude publiée par le ministère des Marocains résidant à l’étranger a établi que la deuxième plus importante communauté marocaine à l’étranger se trouve en Israël avec plus de 800.000 personnes.

Dans un article intitulé « *La mise en scène de l’identité marocaine en Israël : un cas d’’israélianité’ diasporique* », Emanuela Trevisan-Semi analyse le rattachement étroit entre les deux communautés. Elle note que les Israéliens d’origine marocaine « ne se sont pas contentés d’entretenir une mémoire individuelle et familiale du pays natal dans l’espace

domestique privé (cuisine, musique, récits, objets, portraits aux murs des rois du Maroc, y compris du souverain actuel, dialecte arabo-marocain), ils sont également à l'origine de l'introduction à l'intérieur de l'espace public israélien de symboles traditionnels du pouvoir marocain ».

La figure la plus emblématique de la communauté juive marocaine est André Azoulay, conseiller, successivement de Hassan II et de Mohamed VI. Au-delà, de son rôle joué dans la libéralisation de l'économie marocaine, des observateurs soulignent qu'il a eu un rôle clef dans la normalisation d'Israël auprès des pays arabes et, notamment du Maroc. Si cette normalisation discrète et progressive des relations est vivement souhaitée par Israël, la société marocaine, y est, en revanche, farouchement opposée. Entre les réactions populaires contre cette normalisation, qui ne dit pas son nom, et cette politique d'ouverture à Israël, la monarchie devra, à terme, opérer un choix douloureux.

http://www.tsa-algerie.com/20170129/maroc-israel-normalisation-ne-dit-nom/

Source de la photo: http://reseauinternational.net/maghreb-les-relations-tres-particulieres-entre-le-maroc-et-israel/

Résolution 2334 : expression de tensions au sein du camp occidental ?

Comité Action Palestine

Le 23 décembre 2016, la résolution 2334 a été votée à l'unanimité moins une abstention par le conseil de sécurité de l'ONU condamnant pour la dixième fois « la colonisation des territoires occupés par Israël depuis 1967 ». L'abstention des Etats unis est soulignée avec insistance par les médias, puisque pour la première fois depuis 37 ans, les Américains n'ont pas usé de leur droit de véto.

Pourtant rien de nouveau dans cette résolution qui se contente de rappeler « les devoirs de la force occupante ». Celle-ci est même en recul par rapport à celle votée en 1980 (465) qui appelait au démantèlement des colonies déjà établies. En revanche, cette nouvelle résolution rappelle l'obligation faite à l'autorité palestinienne de « s'attaquer à tous ceux qui se livrent à des activités terroristes », c'est-à-dire à ceux qui résistent à l'occupation de leur pays. Autant dire que cette résolution entérine la répression de la résistance sous toutes ses formes -qu'elle émane d'un soulèvement populaire ou des organisations politiques et militaires – dans l'ensemble de la Palestine occupée.

L'objectif de cette nouvelle résolution est finalement de réaffirmer le soutien onusien à l'illusoire « solution à deux Etats » qui semble être la seule option permettant d'assurer le maintien de ce bastion impérialiste dans la région. Mais le sionisme est un mouvement colonial et par conséquent Israël ne peut exister sans coloniser. Le vote de cette résolution démontre finalement que l'entité sioniste ne peut dissimuler son caractère colonial au monde malgré toute l'énergie qu'elle déploie pour faire croire qu'elle est un Etat comme les autres. Comme le déclare l'intellectuel et militant palestinien Mounir Chafiq «la faiblesse actuelle de l'entité sioniste est telle que tout ralentissement du rythme de la colonisation ferait voler en éclat la coalition au pouvoir et provoquerait l'effondrement du gouvernement actuel ». Ce vote est en fait l'expression de la divergence actuelle des intérêts entre les représentants de ladite « communauté

internationale » et ceux de l’entité sioniste. La position américaine, émanant d’une administration Obama en fin de course, ne doit pas faire oublier que, suite à un protocole d’accord signé en septembre 2016, une aide militaire de 38 milliards de dollars sur 10 ans a été octroyée à l’Etat sioniste par les USA.

Mais le peuple palestinien est parfaitement conscient que cette résolution connaîtra le même sort que toutes les autres résolutions votées par l’Assemblée générale ou le conseil de sécurité de l’ONU. Il sait que la solution ne viendra que de son inlassable résistance et de sa capacité à poursuivre son travail d’affaiblissement de l’entité sioniste. Notre devoir, est plus que jamais, de soutenir inconditionnellement cette résistance et la lutte du peuple palestinien pour son droit à l’autodétermination et pour la libération totale de la terre arabe de Palestine.

« Le contexte actuel offre des opportunités pour la lutte » Interview de Mounir Chafik par Lina Kennouche et Tayeb El Mestari

Pour l’intellectuel Mounir Chafik, les Palestiniens peuvent aujourd’hui sortir de la logique défensive pour adopter une stratégie offensive. Cette fois-ci, en privilégiant l’insurrection populaire, sans négliger les opérations militaires ponctuelles.

Mounir Chafik est un intellectuel et résistant palestinien. Né en 1936 à Jérusalem, il est l'un des membres fondateur de la Saja, la Brigade étudiante du Fatah, formée au Liban dans les années 70. Issue de la gauche du Fatah, elle a intégré des références islamiques après la révolution iranienne. Elle a joué un rôle dans l'émergence du Hezbollah et du Mouvement du Jihad islamique en Palestine. Les propos de Mounir Chafik ont été recueillis en novembre 2016 par Lina Kennouche et Tayeb El Mestari. Cet entretien a été publié dans le numéro de Janvier 2017 du mensuel Afrique-Asie (n°134).

Quel est l'impact aujourd'hui des conflits régionaux sur la cause palestinienne ?

Porter un jugement en partant des apparences donne l'impression que ce conflit profite largement à Israël et qu'il dessert la cause palestinienne. Or, si l'on s'attache à la configuration globale et à l'analyse en profondeur, il en ressort, au contraire, que ce conflit n'a pas d'effets aussi désastreux. Cette appréciation s'appuie sur l'observation d'un changement dans les rapports de force internationaux, notamment sur le constat du grand affaiblissement à la fois d'Israel, des Etats-unis et des puissances occidentales. Historiquement, la cause première de toutes les défaites arabes et palestinienne est directement liée à la supériorité militaire de l'armée israélienne et du camp occidental en général. Il faut tenir compte de trois phénomènes importants : l'hégémonie américaine et occidentale sur le monde est en perte de vitesse, l'armée israélienne au cours de ces 10 dernières années a subi 4 défaites (une au Liban, trois à Gaza) et, enfin, des indicateurs montrent une certaine dégénérescence interne de l'entité sioniste. En réalité, le constat est plutôt favorable à la cause du peuple palestinien.

Quels sont les signes d'affaiblissement de l'Etat d'Israël aujourd'hui?

Le leadership israélien actuel n’a pas de vision, il est décrédibilisé, faible et incomparable avec le leadership à l’origine de la création d’Israël. La coalition israélienne au pouvoir est devenue extrêmement fragile : si un petit parti se retire, la coalition s’effondre. La promesse de Netanyahu faite aux Etats-unis de ralentir le rythme de la colonisation n’est pas réalisable parce que cette décision provoquerait le retrait des partis religieux et d ‘extrême droite et donc l’effondrement du gouvernement. L’armée israélienne est une armée qui ne se bat plus, elle a été vaincue au cours de 4 guerres, et s’est progressivement transformée en forces de police. De même, la société israélienne ne peut plus être comparée à celle de l’époque des « pionniers », où nous avions à faire à un groupe très idéologique, un mouvement sioniste qui mobilisait réellement les colons israéliens. L’état de la société israélienne a évolué. Il y’a deux mois un jeune palestinien de 48 a tué deux israéliens lors d’une opération à Tel Aviv. Il a fui et s’est caché pendant une semaine, moment durant lequel la vie s’est arrêtée à Tel Aviv. Les israéliens n’osaient plus sortir, jusqu’à ce que des forces de l’occupation le retrouvent et le tuent dans son village. Il y a 10 ans, en dépit des opérations kamikazes, les Israéliens n’avaient pas peur de circuler. Quelques heures après un attentat, la vie reprenait son cours normal. La société israélienne est une société qui vit aujourd’hui dans la peur. S’additionnant aux défaites militaires, toutes ces données sont des symptômes de l’affaiblissement de l’entité sioniste. L’ensemble de ces appréciations, conduisent à la conclusion que la cause palestinienne se porte bien mieux qu’auparavant, contrairement à ce que prétendent les analyses dominantes.

L’émergence d’un monde multipolaire a-t-elle contribué à l’affaiblissement des puissances occidentales et au renforcement des causes des peuples du sud et notamment du peuple palestinien?

Sans aucun doute. Le déclin de la puissance américaine a ouvert la possibilité d'émergence d'un monde multipolaire. Le changement du rapport de force est toujours lié à l'affaiblissement de la puissance dominante. Dans cette configuration apparaissent d'autres possibilités et, réciproquement, l'émergence de nouveaux pôles va davantage renforcer l'affaiblissement des Etats-unis. Il existe donc une relation dialectique entre les deux. Par ailleurs, il faut tenir compte du fait que les Etats-unis, les pays arabes, les Nations unies, l'Union européenne, l'ensemble des acteurs politiques qui cherchaient à régler le sort des Palestiniens n'ont pas pu parvenir à un accord définitif et négocié. Les accords d'Oslo étaient à la fois contraires aux constantes nationales et aux intérêts du peuple palestinien. La seule voie qui s'impose à nous aujourd'hui est la voie d'une relance de la lutte pour ouvrir de nouvelles perspectives sur la base de ces constantes nationales palestiniennes. L'appréciation dominante estime que les évolutions dans le monde arabe marginalisent la cause palestinienne. Je pense, au contraire, que le contexte actuel offre des opportunités pour la lutte du peuple palestinien. Gaza par exemple se renforce et devient un bastion militaire encore plus imprenable qu'en 2014, malgré le siège. Je pense également qu'il y'a une possibilité en Cisjordanie pour développer un mouvement insurrectionnel qui prendrait la forme d'une intifada généralisée et d'une désobéissance civile, imposant à terme un retrait israélien inconditionnel et un démantèlement des colonies. Bien sûr, des obstacles persistent dans la voie de la mise en oeuvre d'une telle stratégie, et l'un des principaux est la collaboration sécuritaire entre l'Autorité palestinienne et les forces d'occupation. La position de Mahmoud Abbas, opposé à l'intifada, constitue un blocage, mais surmontable à terme. Par ailleurs, certaines organisations politiques de la résistance n'ont pas encore saisi l'importance de cette stratégie et peinent à passer de la stratégie de la lutte armée à une stratégie de mobilisation populaire massive en vue d'une révolte généralisée en Cisjordanie et à Gaza, qui

pourrait être soutenue par des opérations militaires.

Dans ce contexte global, quel est le sens de l'intifada des couteaux ? N'est-elle pas l'expression du génie populaire?

Cette Intifada des couteaux révèle en réalité la crise de toute la structure héritée des accords d'Oslo. Elle montre quelle est la stratégie de résistance à suivre contre l'occupation. Le génie populaire devance les organisations. Il faut trouver dans ces actions spontanées une voie possible à suivre. Toutes les formes de lutte proviennent du génie populaire, comme la révolution de 1905 en Russie qui a pavé la voie à 1917. L'art de la guerre militaire repose d'abord sur l'initiative des soldats et de petits officiers qui ont inspiré les stratèges et les théoriciens de la guerre. Les initiatives viennent en général du bas et inspirent les stratégies militaires ou les luttes de libération. Aujourd'hui les attaques menées par ces jeunes montrent qu'il existe une nouvelle voie possible dans les formes d'action contre l'occupation. Les funérailles de ces martyrs, notamment ceux dont les corps avaient été confisqués par les forces d'occupation, se sont transformées en manifestation gigantesques rassemblant des dizaine de milliers de personnes. Des observateurs ont comparé les funérailles du martyr Mohanad aux funérailles de Yasser Arafat. Pour empêcher les grandes funérailles, les Israéliens ne rendent pas aux familles les corps des auteurs des attaques au couteau.

A la lumière de ces faits, peut-on affirmer que le contexte aujourd'hui en Palestine est un contexte révolutionnaire ?

Pour reprendre les termes de Lénine, les conditions objectives sont réunies pour un changement. Une grande explosion populaire, à savoir une articulation entre une désobéissance civile massive et des opérations militaires ponctuelles,

permettra d’imposer un retrait de Cisjordanie et de Jérusalem est. Si aujourd’hui le peuple palestinien investit les rues et s’empare des places publiques, il y aura inévitablement un soutien massif de l’opinion publique mondiale, arabe et musulmane. Les pays qui appuient Netanyahu finiraient par exercer des pressions pour lui imposer une solution rapide. Jusqu’à présent la majorité des pays considèrent que l’occupation des territoires Palestiniens est illégale et illégitime, mais dans la configuration d’une insurrection généralisée avec une dynamique de soutien international et régional, la position des Etats pro-Israël sera être extrêmement délicate à tenir parce qu’elle entrerait en contradiction avec les opinions publiques. Ce contexte actuel n’a pas d’équivalent dans le passé. Lorsque la résistance palestinienne était au Liban le soutien des pays arabes, de l’URSS, de la Chine étaient nécessaire. Les rapports de force internationaux et régionaux étaient différents, tandis qu’aujourd’hui en Cisjordanie et à Gaza la résistance peut compter sur ses propres forces. Alors que par le passé nous étions face à la possibilité d’un écrasement total et que le soutien international était d’une importance cruciale, aujourd’hui le contexte est profondément modifié : les Palestiniens peuvent sortir de la logique défensive dans laquelle ils étaient enfermés pour adopter une stratégie offensive. Le problème ne réside donc plus dans le rapport de force international et régional mais en interne chez les organisations politiques qu’il faut convaincre de la pertinence de cette stratégie. Toutes les organisations affirment leur soutien à l’intifada, mais, paradoxalement, elles n’ont pas mis tout leur poids dans ce type d’action. Elles continuent à privilégier les actions militaires au lieu de considérer que la forme principale de la lutte doit être l’insurrection populaire. Or, seule l’insurrection populaire peut mener à la fin de la coopération sécuritaire entre l’Autorité Palestinienne et Israël, et à la décomposition de l’appareil sécuritaire. L’affaiblissement en interne de l’entité sioniste rend cette stratégie possible. Mao disait

que lorsque le rapport de force évolue vers une situation d'équilibre relatif entre nous et l'ennemi, il faut pousser l'ennemi à commettre des erreurs; et Lénine soutenait qu'il faut faire en sorte que le leadership ennemi devienne incapable de gouverner.

afas-134-complet-bd-56-58

http://www.afrique-asie.fr/menu/ameriques/69-numeros-afrique-asie/10690-n-134-janvier-2017

Le révolutionnaire Fidel Castro ne mourra jamais

Fidel Castro est mort ce vendredi 25 novembre. Il fut certainement l'une des figures les plus emblématiques, voire la plus emblématique, de cette phase historique qui a vu émerger la résistance des peuples du Sud contre l'impérialisme, et notamment l'impérialisme américain.

Il a défendu la justice et la dignité des peuples écrasés par l'avidité de l'impérialisme. En pratique comme en théorie, il a su donner un sens à l'idée de fraternité entre les peuples. Il n'a jamais hésité à soutenir les luttes des peuples colonisés en Amérique, en Asie ou en Afrique.

Héritier et continuateur de la révolution cubaine, Fidel Castro fut un leader intransigeant face aux puissants et le représentant incontesté des opprimés et des laissés pour compte.

Le philosophe et historien cubain, Fernando Martinez Heredia estime que, dans les faits, la Révolution cubaine « fut une

victoire de l’anti-impérialisme remportée par les forces anti-capitalistes ». Ces forces ne sont rien d’autre que l’unité en action des classes populaires cubaines qui ont su se donner un vrai chef. Ce chef révolutionnaire s’appelait Fidel Castro.

Comité Action Palestine

29-novembre 2016

« La nouvelle géopolitique de la question coloniale en Palestine » – Conférence de Richard Labévière

A l’invitation du Comité Action Palestine,

le vendredi 2 décembre 2016 (20h-23h, Athénée municipal*, Bordeaux)

Richard Labévière,

journaliste et expert des questions internationales et stratégiques

donnera une conférence

sur le thème « la nouvelle géopolitique de la question coloniale en Palestine »

Il nous apportera son éclairage sur les rapports de force actuels au Proche et Moyen Orient et les perspectives pour cette région à court et moyen terme, notamment en fonction de certaines échéances électorales comme aux Etats Unis. Les conséquences potentielles sur l'avenir du mouvement national palestinien seront analysées. Il traitera aussi de la question coloniale en Palestine, occultée par la fabrication d'un problème sécuritaire.

Il abordera également les éléments importants de son dernier livre « Terrorisme : la face cachée de la mondialisation » paru aux éditions Pierre-Guillaume De Roux. Dans cet ouvrage il analyse la logique même du terrorisme transnational comme dernier avatar du capitalisme néolibéral. La violence est-elle organiquement liée au capitalisme au point de devenir un enjeu économique ? A travers l'analyse du terrorisme et sa généalogie au Moyen Orient, Richard Labévière considère que ce type de violence n'est pas seulement politique. Elle est aussi économique dans la mesure où elle crée un marché de la « sécurité ». Le capitalisme exploite également, en termes de marché, les effets de sa domination destructrice sur les sociétés.

Richard Labévière a été rédacteur en chef à RFI, chef du service étranger, puis éditorialiste. En 2008, il a été licencié de RFI par Christine Ockrent, alors directrice générale déléguée de l'Audiovisuel Extérieur de la France, directrice générale de France 24 et directrice générale déléguée de RFI. Ce licenciement dénoncé comme politique par l'intéressé, fut officiellement motivé par des « divergences d'options éditoriales », suite à une interview de Bachar al-Assad conduite par Richard Labévière.

Actuellement consultant international, il intervient régulièrement au Liban, en Syrie, en Irak, en Égypte, dans les pays du Maghreb et de la bande sahélo-saharienne. Depuis 2014, il est rédacteur en chef de prochetmoyen-orient.ch/Observatoire géostratégique. Il est aussi membre de

la rédaction du mensuel Afrique Asie.

Venez nombreux

Evènement facebook

*Athénée municipal : Place Saint-Christoly, 33000 Bordeaux. Trams A et B arrêt « Hôtel de ville »

« Nous défendons notre existence en tant que nation menacée, et il n’y a pas d’autre voie que la résistance »a

Fathi Shiqaqi

Interview au quotidien « al-Arab » le 25 octobre 1992

Calendrier Palestine Libre 2016 « Palestine: la boussole des opprimés »

« Nous appelons, souhaitons et agissons pour faire échouer les négociations, car en vérité, ce ne sont pas des négociations qui se déroulent, mais plutôt un diktat imposé par une partie sur l’autre, sous l’égide d’une partie entièrement alignée aux côtés de notre ennemi. C’est un diktat et non des négociations. Lorsque deux parties s’assoient à une table pour négocier, l’une ne peut en sortir que pour négocier et l’autre peut en sortir pour faire la guerre. Cela indique le niveau que nous avons atteint.

Nous savons que les circonstances internationales sont difficiles et complexes, et que le rapport de forces n'agit pas en notre faveur, dans tous les cas, et qu'il est très déséquilibré en faveur de notre ennemi, mais nous sommes certains que la loi du changement est en cours, que cette situation n'est pas éternelle et qu'elle présente en son sein les facteurs de faiblesse. Notre nation possède les termes de la puissance, ce qui lui permet, si elle sait les utiliser, de briser cette équation inique et d'imposer son respect par le monde.

Le changement arrivera certainement. Nous pensons qu'il est souhaitable qu'il advienne alors que nous sommes en position de résilience, de fermeté et de résistance, non en portant le papier de la soumission à l'OTAN hébreu. Une condition du changement consiste à être sur ces positions. Nous ne défendons pas seulement le droit d'avoir du lait pour nos enfants, mais nous défendons notre identité, notre existence en tant que nation menacée, et il n'y a d'autre voie que la résistance. Il n'y a de voie que la fermeté et la patience, jusqu'au changement du rapport de forces.

Né en 1951, Fathi Shiqaqi fut un des fondateurs, puis le dirigeant du Jihad Islamique en Palestine jusqu'à son assassinat par les sionistes en 1995.

« Sur l’injustice on ne pourra jamais installer la paix »

Déclaration du délégué cubain devant l’Organisation des Nations Unies, le 28 Novembre 1947.

Cuba fût le seul pays non-arabe à voter contre le plan de partition.

Calendrier Palestine Libre 2016 « Palestine: la boussole des opprimés »

Très brièvement, nous voulons exposer les raisons pour lesquelles la délégation cubaine se voit obligée de voter contre le plan de partage de la Palestine. […]

Tout d’abord, la base initiale de toute votre requête est la déclaration de Balfour, qui est la cause de tout le problème qui est devant nous aujourd’hui.

A notre avis, la déclaration Balfour n’a absolument aucune valeur juridique, le gouvernement britannique a ainsi offert quelque chose dont il n’avait pas le droit de disposer, parce qu’elle ne lui appartenait pas. […]

La partition est également contraire au droit, si nous nous en tenons au mandat de la Société des Nations. Il faudrait se demander si la Société de Nations pouvait, juridiquement, faire ce qu’elle a fait, c’est-à-dire, ordonner la création d’un foyer national juif avec les lourdes conséquences démographiques et politiques que cela a eues, dans un pays étranger sans le consentement de ses habitants. […]

Troisièmement, le projet est également contraire au droit, car il va à l'encontre de l'auto-détermination des peuples, qui était un principe essentiel de la création de la Société des Nations. Et bien ici, on dispose du sort d'une nation, en la privant de la moitié de son sol national, le sol qui a été le sien pendant des siècles, sans qu'on ne l'ait consultée pour connaitre son opinion. […]

Nous avons proclamé solennellement le principe de l'autodétermination des peuples; mais avec une grande inquiétude nous voyons que lorsqu'arrive le moment de l'appliquer, nous l'oublions. Un tel système nous semble funeste. […]

Pourquoi n'a-t-on pas procédé de manière démocratique, dans ce cas, consultant la volonté de tout le peuple de Palestine? Est-ce qu'on a craint que le résultat de la consultation soit contraire à ce que de toute façon on voulait faire? Et, si c'est ainsi, où sont les principes, et où est la démocratie que nous invoquons continuellement ? […]

D'autre part, nous considérons que le projet est particulièrement injuste. Le peuple arabe a eu de façon ininterrompue, pendant de nombreux siècles le territoire de la Palestine, et selon les données officielles qui nous ont été présentées, à la fin de la première Guerre mondiale, il constituait près de 90% de la population totale.

Puis, par l'intermédiaire du Royaume-Uni, en tant que puissance mandataire, en application de la décision de la Société des Nations, on a ouvert les portes à l'immigration étrangère, offrant un endroit où elle pourrait vivre et développer son existence selon ses désirs, la liberté religieuse et sans discriminations humiliantes. Nous avons dit immigration étrangère, consciemment, parce que, avec tout le respect envers l'opinion des Juifs, ils sont, selon nous, des étrangers sur la terre de Palestine. […]

Ne nous dites pas qu' il faut parfois, accepter une solution politique même injuste, parce que nous considérons que l'on ne pourra jamais bâtir la paix et la cordialité entre les peuples sur l'injustice. […]

Pour ces raisons, nous devrons voter contre le plan de partition, comme nous l'avons fait dans la Commission, et une fois que nous sommes arrivés à forger notre jugement, nous considérons avoir le devoir de manifester par notre vote, en gardant fermement, malgré des efforts et des pressions qui ont été faites autour de nous.

« Israël est le 51ème Etat des Etats-Unis »

Russell Means

Calendrier Palestine Libre 2016 « Palestine: la boussole des opprimés »

« La politique mise en œuvre contre les Palestiniens aujourd'hui l'a été auparavant contre les Indiens d'Amérique. Le Mouvement des Indiens d'Amérique constate que les Indiens d'Amérique sont les Palestiniens des Etats Unis, et les Palestiniens sont les Indiens d'Amérique du Moyen Orient. […] Les sionistes contrôlent maintenant les Etats Unis. Le pouvoir des USA dans la politique internationale diminue chaque jour. […] Maintenant ils ont trouvé un serviteur en la personne d'Obama. Obama a été sélectionné comme celui à mettre sur le devant de la scène, principalement à cause de l'image de mauvais flic que Bush avait dans le monde. Et comme ça, tout

d’un coup, c’était fait ! Alors ils ont déclaré « Nous sommes merveilleux, nous avons élu un Noir à la Présidence ».

Maintenant il y a une propagande massive des sionistes et des USA. Les deux pays sont des menteurs. Aux USA, les Indiens ont été bannis de l’histoire, de la philosophie et des arts dans un blackout total. Les Etats Unis ne veulent pas se souvenir des couvertures empoisonnées au virus de la variole, des vols, du colonialisme et de la répression envers les Indiens d’Amérique.

La plupart des Américains ne réalisent pas que l’effondrement financier de ce pays ne fait que commencer. Les Américains ne peuvent plus continuer à avoir un mode de vie consumériste quand il n’y a pas de production. Les seuls boulots qui restent sont des emplois à bas salaire, où les travailleurs sont exploités. Le système de santé aux USA révèle comment les mesures mises en œuvre dans le passé contre les Indiens d’Amérique sont maintenant généralisées à tous les Américains. […]

Pendant que les Etats Unis essayent de se présenter comme une nation éprise de paix, la réalité est tout autre et les Etats Unis sont continuellement en guerre. Chaque année, depuis 1946, les Etats Unis enfreignent les lois internationales. Les Indiens d’Amérique sont conscients de ce que font les Américains, parce que les US ont déjà brisé tous les traités avec les Indiens d’Amérique, traités pourtant garantis par la Constitution du pays. […] Les USA ont été créés pour enfreindre les lois internationales. Il est clair que cela se poursuit aujourd’hui. Les Etats Unis ont été créés comme des hors-la-loi et des criminels et aujourd’hui la politique impérialiste signifie qu’Israël se substitue aux USA, recevant de l’aide des US. En additionnant le soutien des USA et des autres pays, Israël reçoit 12 milliards par an pour sa politique militaire et coloniale en Cisjordanie. Plus de 80% des colons en Cisjordanie sont payés pour y rester. Et c’est l’Amérique qui paye pour ça ! […] Comme les Etats Unis, Israël

a été en guerre de manière continue depuis sa création.

L'Amérique et Israël fonctionnent également sur le mensonge, et ces mensonges ont engendré des millions de victimes en Iraq. Maintenant les USA et Israël se concentrent sur l'Iran à cause de ses réserves en pétrole. Israël est le 51ème état des Etats Unis, c'est un Etat belliciste et impérialiste !

Russel Means nait en 1939 dans une réserve amérindienne. Il est représentant des Indiens Lakota-Oglala. En 2007, il dirige un groupe qui dénonce tous les traités signés avec les Etats-Unis et revendique au nom de son peuple la propriété du Lakota, un territoire qui représente 5 états des USA. Il meurt en 2012.

Nos droits s'arrachent, ils ne nous sont pas donnés gratuitement »

Georges Habache

Calendrier Palestine Libre 2016 « Palestine: la boussole des opprimés »

Lettre de félicitations adressée à Cheikh Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, après la guerre qui opposa la résistance libanaise à l'entité sioniste, en 2006 (Extrait de

l’ouvrage « les révolutionnaires ne meurent jamais »)

Au grand frère al-Seyyed Hassan NASRALLAH

Permettez-moi de vous adresser mes félicitations pour la victoire historique de la résistance islamique et du peuple libanais face à l’agression sioniste. Je présente mon salut à tous les moudjahidin et aux cadres du Hezbollah qui ont écrit avec leur sang une page de l’Histoire.

La résistance du Hezbollah et du peuple libanais a accouché d’une renaissance de la nation arabe toute entière. Cette guerre a fait tomber les masques des régimes arabes. Elle a dévoilé le scénario d’une agression préparée par les Etats Unis et les néoconservateurs de la Maison Blanche. Mais le pari américain a échoué.

La victoire de la résistance au Liban est une victoire de la résistance en Palestine et en Irak contre les projets américano-israéliens au Moyen-Orient. Elle s’inscrit dans le cadre des orientations stratégiques contre lesquelles nous luttons. Nos droits s’arrachent. Ils ne nous sont pas donnés gratuitement. La paix juste ne peut être forgée que dans l’effort. Cette bataille a dévoilé l’imposture du discours de paix trompeur. Elle a ouvert de nouveaux horizons, mais elle n’est pas la dernière. A l’avenir, nous allons devoir faire face à des confrontations encore plus dures, que ce soit au Liban, en Palestine ou en Irak.

Face au nouveau Moyen-Orient américain fondé sur les guerres confessionnelles et l’émiettement de la région, la prise de conscience nationale arabe est devenue la forteresse pour s’opposer au projet concocté par George Bush et sa clique à la Maison Blanche.

Le Hezbollah a injecté du sang neuf aux mouvements de résistance. Il a relevé la tête du monde islamique. Avec vous

et ensemble, en Palestine, au Liban, en Irak, avec vous et ensemble sur la route de la libération de Jérusalem ! Gloire et éternité à nos martyrs courageux, et liberté pour nos détenus !

Né en 1926 dans la ville palestinienne de Lydda, il a fondé et devint le 1er secrétaire général du FPLP, le Front Populaire de Libération de la Palestine. Il est décédé en 2008.

« Le peuple palestinien va résister et survivre »

Sucomandante Marcos, Mexique 4 Janvier 2009

Calendrier Palestine Libre 2016 « Palestine: la boussole des opprimés »

[…] Pas tellement loin d'ici, en un lieu qui s'appelle Gaza, en Palestine, au Moyen-Orient, une armée fortement armée et entrainée, celle du gouvernement d'Israël, continue de semer la mort et la destruction. […]

Selon les photos des agences de presse, les points névralgiques détruits par l'aviation du gouvernement d'Israël sont des maisons habitées, des abris, des édifices civils. Nous n'avons vu aucun bunker, ni quartier général, ni aéroport militaire, ou batteries de canons dans ce qui a été détruit. Donc nous autres, pardonnez notre ignorance, pensons que, soit les artilleurs des avions visent mal, soit il n y a aucun point militaire névralgique à Gaza.

Mais attendez! Il se peut aussi que ces hommes, ces femmes, ces enfants, ces vieillards soient considérés comme des soldats ennemis par le gouvernement d'Israël et, pour cela, les maisons et les édifices qu'ils habitent sont des casernes qu'il faut détruire.

Et la garnison ennemie qu'il faut encercler, assiéger et détruire à Gaza, n'est autre chose que la population palestinienne elle-même. Et l'assaut ne sert qu'à anéantir cette population. Et que quiconque, homme, femme, enfant ou vieillard qui cherche à s'en échapper, à se cacher de l'assaut sanglant sera pourchassé par le nettoyage et les militaires pourront affirmer : mission accomplie. […]

Peut-être que notre pensée est trop simpliste, sans nuance et qu'il nous manque des informations, mais selon nous, les Zapatistes, il y a à Gaza une armée professionnelle qui assassine une population sans défense. …]

Ensuite se passera ce qui doit se passer. Le gouvernement d'Israël déclarera qu'il a asséné un dur coup au terrorisme, cachera à son peuple l'ampleur du massacre. Les grands producteurs d'armes auront obtenu un nouveau souffle économique pour affronter la crise et l'opinion publique mondiale, cette chose malléable et toujours à la mode, se tournera vers d'autres sujets.

Mais ce ne sera pas uniquement cela. Le peuple palestinien va résister et survivre. Il continuera la lutte, et continuera d'avoir la sympathie des peuples opprimés pour sa cause.

Et peut-être qu'un ou une enfant de Gaza survivra aussi. Peut-être qu'il ou elle grandira, et avec lui, le courage, l'indignation, la rage. Peut-être deviendra-il soldat ou membre de l'un des groupes de résistance en Palestine. Peut-être combattra-t-il contre Israël. Peut-être portera-t-il un fusil. Peut-être s immolera-t-il avec une ceinture de cartouches de dynamite autour de la taille.

Et alors, là-bas, en haut ils écriront sur la nature violente de ces Palestiniens et feront des déclarations pour condamner cette violence et s’en retourneront discuter de sionisme et d’antisémitisme.

Et alors personne ne demandera qui a semé ce qu’on récolte.

Au nom des hommes, des femmes, des enfants et des vieillards de l’Armée Zapatiste de Libération Nationale.

Né en 1957, le sous-commandant Marcos a été jusqu’en 2014 le dirigeant et porte-parole de l’Armée Zapatiste de Libération Nationale, groupe armé révolutionnaire mexicain dont les membres sont actifs au Chiapas.